

Actualité le livre

L'angoisse de classe

Les diplômes ne se dévalorisent pas et l'ascenseur social fonctionne. Et pourtant les Français ont très peur du déclassement. C'est parce qu'ils sont figés dans leur statut. Extraits (p. 69 à 72).

“ La période d'après-guerre est souvent célébrée comme l'âge d'or de la mobilité sociale, mais la vérité est tout autre : à l'issue des Trente Glorieuses, un fossé immense sépare les jeunes issus de familles ouvrières et les jeunes issus de milieux aisés. Au milieu des années 1970, la probabilité d'accéder aux postes les plus qualifiés des entreprises et de l'administration varie de 1 à 5 entre les enfants d'ouvriers et les enfants de cadres, et de 1 à 3 entre les enfants d'employés et les enfants de cadres.

En 2008, les inégalités entre milieux sociaux restent importantes, mais force est de constater qu'elles ont considérablement reculé. La probabilité d'accéder aux postes très qualifiés ne varie plus que de 1 à 2 entre enfants d'ouvriers (ou d'employés) et enfants de cadres : les écarts ont été divisés par deux en vingt-cinq ans. Au fil des décennies, les enfants des différents milieux sociaux ont de plus en plus réussi à accéder aux emplois très qualifiés ; mais l'amélioration a été encore plus rapide pour les enfants des classes populaires et moyennes que pour les enfants des classes supérieures.

La situation des enfants de cadres s'est incontestablement améliorée au fil du temps : en 2008, près des trois quarts sont cadres ou professions intermédiaires dès les cinq ans qui suivent leur sortie d'école, soit un gain de 10 points par rapport au début des années 1980. Mais, contrairement à une idée reçue, cette amélioration ne s'est pas réalisée au



Ulf Andersen

« L'insertion professionnelle des enfants d'ouvriers et d'employés s'améliore encore plus que celle des jeunes issus des classes supérieures. »

Eric Maurin
est professeur à l'École d'économie de Paris et directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

détriment des enfants des classes populaires. En fait, c'est même le contraire qui s'est produit : le progrès de la qualité de l'insertion professionnelle des jeunes issus des classes supérieures n'a pas empêché que celle des enfants d'ouvriers et d'employés s'améliore encore plus. En 2008, parmi les jeunes salariés enfants d'ouvriers, près de 32% sont cadres ou professions intermédiaires (+ 19 points par rapport à 1982), tandis que, parmi les enfants d'employés, la proportion est de 45% (+ 21 points).

Tant du point de vue de l'exposition au chômage d'insertion que de l'accès aux emplois très qualifiés en début de carrière, tous les milieux sociaux ont vu la situation de leurs enfants s'améliorer par rapport au début des années 1980. On observe même un phénomène de rattrapage pour les milieux modestes, dont les perspectives ont progressé encore plus que les autres (même si la hiérarchie sociale est restée globalement inchangée). Les politiques de démocratisation scolaire n'ont certes pas fait disparaître toutes les formes d'inégalité dans notre société, mais elles ont indiscutablement contribué à réduire les écarts entre enfants de différents milieux sociaux, notamment au moment de l'entrée sur le marché du travail.

Les enfants d'ouvriers restent beaucoup plus exposés au chômage et à la marginalisation sociale que les enfants de cadres, mais dans des proportions nettement moins fortes qu'il y a vingt ou trente ans.



LA PEUR DU DÉCLASSEMENT, UNE SOCIOLOGIE DES RÉCESSIONS, d'Eric Maurin, Editions du Seuil, 96 pages, 10,50 euros.

Notre avis. Attention, essai iconoclaste et brillant ! Eric Maurin ne nie pas l'existence du déclassement en période de crise, la hausse du chômage et de la précarité, mais il explique qu'en France la crainte de voir sa situation se dégrader est sans commune mesure avec la réalité. Car – et il brise là des idées reçues – les diplômes ne se dévalorisent pas et

l'ascenseur social fonctionne. Alors, d'où vient cette peur ? Du fonctionnement d'une « société à statut ». Depuis les années 1970, et surtout en période de récession, gouvernement, syndicats et employeurs protègent ceux qui ont un emploi et délaissent chômeurs, jeunes et précaires. Du coup, un fossé se creuse entre les deux populations, et les salariés ayant obtenu un statut

(CDI ou poste de fonctionnaire) appréhendent de plus en plus de tout perdre. Cette angoisse modèle la société et la rend difficilement réformable. Les démonstrations sont passionnantes, comme celle de l'influence de la crise de 1993 sur le « non » au référendum européen de 2005. Dommage que les solutions pour créer une société apaisée restent seulement esquissées. **Do. P.**